

A quoi servent souvent les élus Verts ? A introduire l'islam dans la République

Lors de son dernier édito, Cyrano relevait que ce sont quatre députés verts, Noël Mamère, Martine Billard, Yves Cochet et François de Rugy, qui ont, les premiers, déposé un projet de loi voulant mettre fin au barrage de la nationalité française pour entrer dans la fonction publique (1). On les trouve dans toutes les revendications régionalistes, mettant en cause l'unité de la République. Alain Lipietz, élu démocratiquement par la base du parti, en 2001, pour être le candidat des Verts, verra sa candidature exploser en plein vol, suite à la révélation de ses rapports avec le sulfureux FLNC (2). C'est Noël Mamère qui devra le remplacer au pied levé, suite à un des ces psychodrames qui ont longtemps fait l'originalité de cette mouvance, pour le plus grand plaisir des rieurs.

Pourtant, au-delà des haines internes, il est un domaine où les élus Verts (à l'exception de quelques laïques regroupés dans la tendance Lea), sont en osmose, qu'ils siègent dans les communes, dans les conseils régionaux, au Parlement, au Sénat ou à Bruxelles : ils sont les fidèles soutiens de l'offensive de l'islam contre la République.

Lors de la campagne pour une loi contre les signes religieux à l'école, quelques-uns d'entre eux se surpassèrent. Noël Mamère fut le seul élu de la République à accueillir, devant le Parlement, les jeunes filles voilées, lors des manifestations de février 2004 contre la loi laïque qui se préparait à être votée. Il ira, dans la foulée, soutenir l'UOIF au Bourget, et siègera fièrement à la tribune, aux côtés de Saïda Kada, proche de Tariq Ramadan, présidente de l'association FFME (Femmes française et musulmanes engagées), qui a poursuivi notre amie Michèle Vianès devant les tribunaux (et fut déboutée).